



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET
DE LA LÉGALITÉ

Bureau des collectivités territoriales
et de l'environnement

Arrêté n° BCTE 2025/143 du 20 novembre 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la délivrance des permis de construire pour le projet d'installation d'une centrale agrivoltaïque au sol sur les communes de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac présenté par la Société CVE SOLAR

**Le préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L122-1 et suivants, L123-1 et suivants, R122-2 et suivants et R123-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L421-1, L422-2, R421-1, R423-20, R423-32 et R423-57 ;

VU le décret du président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Yvan Cordier en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU le décret du président de la République du 30 janvier 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay, Madame Nathalie CENCIC ;

VU l'arrêté préfectoral n°SG/Coordination 2025-28 du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU les demandes de permis de construire déposées par la Société CVE SOLAR, le 22 octobre 2024 à la mairie de Paulhaguet (PC 043 148 24 B 0002) et à la mairie de Saint-Georges-d'Aurac (PC 043 188 24 B 0006) en vue de l'installation d'une centrale agrivoltaïque au sol sur les communes de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac ;

VU l'avis n° 2025-ARA-AP-1808 du 11 février 2025 de l'Autorité environnementale et la réponse de la Société CVE SOLAR ;

VU le dossier transmis par le Directeur départemental des territoires le 23 septembre 2025 ;

VU les pièces constitutives du dossier comprenant notamment une étude d'impact et son résumé non technique ;

VU les avis des conseils municipaux de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac ;

VU les avis émis par les personnes publiques associées ;

VU la décision du tribunal administratif de Clermont-Ferrand n°E25000109/63 du 21 octobre 2025, désignant M. Jean-Luc GACHE, professeur en retraite, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Rémi BOYER, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

CONSIDÉRANT que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités d'organisation de l'enquête publique ;

CONSIDÉRANT que ce projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet concerne une installation photovoltaïque de production d'électricité d'une puissance supérieure à 1MWc ;

CONSIDÉRANT que les demandes de permis de construire relatives à la centrale agrivoltaïque au sol, d'une puissance supérieure à 1 MWc, sont soumises à enquête publique en application des dispositions de l'annexe à l'article R122-2 (rubrique 30) et de l'article R123-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire ;

A R R Ê T E

Article 1er -

Il sera procédé, sur le territoire des communes de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac à une enquête publique relative aux demandes de permis de construire n° PC 043 148 24 B 0002 commune de Paulhaguet et n° PC 043 188 24 B 0006 commune de Saint-Georges-d'Aurac pour l'installation d'une centrale agrivoltaïque au sol, d'une surface clôturée de 16,5 ha et d'une puissance de 11,077 MWc présentées par la Société CVE SOLAR dont le siège social est situé 5 Place de la Joliette - 13002 MARSEILLE.

Cette enquête aura lieu pendant une durée de 33 jours consécutifs, du **lundi 15 décembre 2025 à 9 heures au vendredi 16 janvier 2026 à 12 heures**. Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Paulhaguet (Place Lafayette – 43230 Paulhaguet).

Article 2 -

Le public pourra prendre connaissance du dossier, qui comporte notamment une étude d'impact, son résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et les avis des services consultés, dans les mairies de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac où il restera à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de chaque mairie au public.

A ce dossier d'enquête déposé en mairies sera joint le registre d'enquête à feuillets non mobiles. Le dossier sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture de Haute-Loire (www.haute-loire.gouv.fr: *rubrique publication – enquêtes publiques Etat – autres enquêtes publiques*). Ces mêmes documents ainsi qu'un dossier dématérialisé pourront être consultés à la préfecture de la Haute-Loire, sur rendez-vous, au bureau des collectivités territoriales et de l'environnement aux jours et heures d'ouverture au public (tel. : 04 71 09 92 45).

Le dossier sera également consultable sur le site internet du registre numérique :

<https://www.registre-dematerialise.fr/6930/>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de la préfecture de la Haute-Loire (bureau des collectivités territoriales et de l'environnement).

Article 3 -

Le public pourra demander des informations sur les demandes de permis de construire auprès de M. Hugo LE-BRET, responsable développement projets PV Sol – AURA, n° téléphone : 06 18 09 58 99 ou à l'adresse suivante : hugo.le-bret@cvegroupp.com

Article 4 -

M. Jean-Luc GACHE, professeur en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire (M. Rémi BOYER, en qualité de suppléant).

Article 5 -

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions du public sur le projet pourront être soit :

- consignées sur les registres d'enquête publique papier déposés en mairie de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac

- adressées par voie postale au commissaire enquêteur en mairie de Paulhaguet, siège de l'enquête (Place Lafayette – 43230 Paulhaguet).

- adressées par voie électronique :

 - * en se connectant au registre numérique sur le site :

 - <https://www.registre-dematerialise.fr/6930/>

 - * ou par courriel à l'adresse de messagerie suivante :

 - enquete-publique-6930@registre-dematerialise.fr

- exprimées oralement ou par écrit auprès du commissaire enquêteur qui recevra le public aux lieux, jours et horaires suivants :

Mairie de Paulhaguet :	* lundi 15 décembre 2025 de 9 heures à 12 heures
------------------------	--

Mairie de Saint-Georges-d'Aurac :	* mardi 6 janvier 2026 de 9 heures à 12 heures
-----------------------------------	--

Mairie de Paulhaguet :	* vendredi 16 janvier 2026 de 9 heures à 12 heures
------------------------	--

Toute observation formulée avant le lundi 15 décembre 2025 à 9 heures ou après le vendredi 16 janvier 2026 à 12 heures ne sera pas prise en compte, quel que soit son mode de dépôt.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public transmises par courrier sont consultables à la mairie de Paulhaguet, siège de l'enquête ; celles transmises par voie électronique sont consultables sur le site internet du registre numérique : <https://www.registre-dematerialise.fr/6930/>.

Article 6 -

- Un avis publié en caractères apparents, annonçant cette enquête sera affiché quinze jours au moins avant son ouverture, soit avant le 30 novembre 2025, et pendant toute sa durée par les soins des maires de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac aux lieux habituels d'affichage en mairie. Il sera justifié de l'accomplissement de ces mesures de publicité, par un certificat de chacun des maires qui sera adressé à l'issue de l'enquête au bureau des collectivités territoriales et de l'environnement de la préfecture de Haute-Loire.

- En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée (15 jours avant l'ouverture de l'enquête et durant toute sa durée), la Société CVE SOLAR procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches, en caractères noirs sur fond jaune, doivent être visibles et lisibles des voies publiques, mesurer au moins 42 X 59,4 cm (format A2) et comporter le titre « AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur.

- Cet avis d'ouverture d'enquête sera également inséré par le préfet de la Haute-Loire et aux frais du pétitionnaire, en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête, soit avant le 30 novembre 2025, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux diffusés dans le département de la Haute-Loire.

- Cet avis sera également consultable sur le site internet des services de l'État de Haute-Loire (www.haute-loire.gouv.fr : rubrique publication – enquêtes publiques Etat – autres enquêtes publiques) et sur le site internet du registre numérique : <https://www.registre-dematerialise.fr/6930/>.

Article 7 -

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Article 8 -

Dans les huit jours qui suivent la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 9 -

Le commissaire enquêteur établira, d'une part, un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, d'autre part ses conclusions motivées, dans un document séparé en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables.

Le commissaire enquêteur transmettra au préfet le registre et pièces annexées, ainsi que le rapport et les conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Simultanément, il transmettra une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Dès réception, la copie du rapport et des conclusions motivées sera adressée par le préfet de Haute-Loire au pétitionnaire et aux maires de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public en mairies de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac et à la préfecture de la Haute-Loire pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ces documents seront également insérés et consultables sur le site internet des services de l'État de la Haute-Loire pendant un an.

Article 10 -

À l'issue de la procédure, le préfet de la Haute-Loire statuera sur les demandes de permis de construire par arrêté préfectoral. La décision qui interviendra sera, soit une autorisation éventuellement assortie de prescriptions, soit un refus.

Article 11 -

La secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire, les maires de Paulhaguet et Saint-Georges-d'Aurac, le commissaire enquêteur, le Directeur départemental des territoires de Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Haute-Loire.

Fait au Puy en Velay, le 20 novembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,



Nathalie CENCIC